

Revue de presse du dimanche 9 février 2025

Berne (awp/ats) - L'affaire des colis piégés à Genève, mais aussi la succession de Viola Amherd au Conseil fédéral et les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie font les titres de la presse dominicale. Voici les principales informations, non confirmées à Keystone-ATS:

LE MATIN DIMANCHE: L'individu à l'origine des colis piégés à Genève ciblant le groupe horloger Patek Philippe est probablement un homme ayant un cercle social restreint, doté d'une solide maîtrise émotionnelle et de bonnes connaissances de la région genevoise et pas forcément atteint d'un trouble mental, indique Stéphanie Loup, docteure en criminologie, dans Le Matin Dimanche. Des menaces ayant visé le chocolatier genevois Favarger en 2019 et Migros en 2020, dans lesquelles le poseur de bombes pourrait être impliqué, suggèrent qu'on ne se trouve probablement pas dans un conflit d'ordre personnel et qu'il choisit ses cibles pour des motifs plus généraux, d'ordre politique ou social peut-être", ajoute-t-elle. L'experte estime que de nouveaux actes délictueux sont à craindre.

SONNTAGSBlick: Le Centre a tenté jusqu'au dernier moment de trouver une femme candidate à la succession de Viola Amherd au Conseil fédéral, rapporte le SonntagsBlick. L'ancienne conseillère d'Etat Barbara Janom Steiner (Centre/GR) explique dans le journal avoir été contactée peu avant l'expiration du délai fixé au 3 février à midi. Le président du parti Gerhard Pfister "a exprimé son souhait de voir une femme sur le ticket", ajoute-t-elle, précisant qu'elle avait une heure et demie pour rendre sa réponse. Mme Janom Steiner, aujourd'hui présidente du conseil de banque de la Banque nationale suisse, était vice-présidente du PBD avant que le parti ne fusionne avec le PDC pour former Le Centre. Seuls deux hommes, le conseiller d'Etat Martin Pfister (Centre/ZG) et le conseiller national Markus Ritter (Centre/SG), ont annoncé leur candidature. L'élection pour la succession de Viola Amherd aura lieu le 12 mars.

NZZ AM SONNTAG: Un dialogue fiscal entre Berne et Washington est possible, affirme Rahul Sahgal, le directeur de la chambre de commerce Suisse-Etats-Unis dans la NZZ am Sonntag. "La voie royale serait que la Suisse se retire de l'impôt minimal de l'OCDE, si cela est faisable, sans provoquer la colère de l'Union européenne". Un des décrets signés par le président américain Donald Trump le 20 janvier a mis à mal l'imposition minimale de 15% sur les entreprises multinationales, mise en oeuvre par la Suisse depuis le 1er janvier 2024. Les Etats qui prélèvent des impôts extraterritoriaux doivent s'attendre à des conséquences, averti le milliardaire républicain. M. Sahgal souhaite emmener une délégation suisse à Washington dans les prochaines semaines afin de négocier avec le gouvernement et le congrès américains.

NZZ AM SONNTAG: La situation internationale actuelle est un appel au réveil pour l'Europe, prévient dans la NZZ am Sonntag le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Alain Berset. Il dit tout mettre en oeuvre pour que la Russie réponde de son agression contre l'Ukraine. "Nous sommes actifs avec la Cour européenne des droits de l'homme, mais aussi avec un registre des dommages", précise l'ancien conseiller fédéral socialiste. M. Berset balaie les critiques à l'encontre de l'Europe. "Nous sommes plus forts qu'on ne le dit. Mais ce qui est effectivement une difficulté et en même temps une force de l'Europe, c'est que notre continent est extrêmement diversifié, politiquement, culturellement et économiquement". Cela rend la prise de décision compliquée et longue, relève-t-il.

NZZ AM SONNTAG: La Russie continue d'acquérir des biens occidentaux, malgré les sanctions instaurées après son invasion de l'Ukraine, remarque la NZZ am Sonntag, citant le Service de renseignement de la Confédération (SRC). Ce dernier indique dans un rapport que Moscou a mis en place des structures et des réseaux complexes pour acquérir des biens sanctionnés tels que des outils industriels de précision utilisables aussi bien à des fins militaires que civiles. La Turquie, la Serbie et la Chine sont particulièrement visées par la Russie pour ses achats. Les exportations suisses de ces biens vers certains de ces pays ont fortement augmenté depuis l'introduction des sanctions, remarque le journal. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) dit avoir renforcé les contrôles des exportations à double usage vers la Turquie en 2023 déjà.

SONNTAGSZEITUNG: UBS s'oppose aux demandes de la ministre suisse des finances Karin Keller-Sutter d'augmenter ses fonds propres, remarque la SonntagsZeitung. La PLR saint-galloise a exigé que le géant bancaire accroisse son capital de 15 à 25 milliards de francs d'ici à 2030. Réponse de la banque, elle prévoit un programme de rachat d'actions de trois

milliards de francs et une augmentation du dividende de 10%, bien que les fonds propres aient déjà baissé de près de sept milliards de francs l'année dernière. Dans son rapport, la commission d'enquête parlementaire (CEP) a relevé que la banqueroute de Credit Suisse avait été largement favorisée par des fonds propres insuffisants de la maison mère et des filiales.

LE MATIN DIMANCHE: Les médicaments contre la maladie de Parkinson peuvent entraîner des addictions, avertit Le Matin Dimanche. Ils activent les récepteurs à la dopamine, dont la quantité est insuffisante chez les personnes atteintes de parkinson, explique dans le journal Julien Bally, médecin adjoint responsable de l'unité des mouvements anormaux au Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV). "Cette hormone est impliquée dans le circuit de la motricité, mais aussi dans celui de la motivation". En intervenant sur le plaisir, les traitements peuvent booster à l'excès les comportements qui entraînent une satisfaction, relève Christo Bratanov, chef de clinique au service de neurologie des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). "Les patients concernés ne parviennent plus à contrôler certaines impulsions". Une femme en France est, par exemple, devenue addict aux achats, au casino, au sexe et à la nourriture, rapporte le journal.

SONNTAGSBlick: La radio-télévision de service public alémanique publique SRF a engagé la société de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC) pour faire des économies, révèle le SonntagsBlick. PwC analyse depuis janvier le département "production", confirme dans le journal la SRF. La société d'audit doit examiner les plans d'économie jusqu'en mars. Mais PwC n'a pas été impliqué dans les dernières mesures d'économie, qui prévoient notamment la suppression de 50 postes à plein temps et des économies de huit millions de francs, assure la SRF. Le média de service public refuse de divulguer le coût de l'engagement de la société de conseil. Selon un expert de la branche, de telles entreprises demandent des tarifs de 3000 à 5000 francs par jour, en fonction du mandat, de la taille de l'équipe et de l'expérience.

Note: Ces informations n'ont pas été confirmées par l'ats.